

La N-VA et son «big bang»



PASCAL DELWIT

Centre d'étude de la vie politique de l'ULB

En 1994, deux politologues importants, Robert Harmel et Kenneth Janda, ont consacré un long et important article scientifique dédié aux objectifs primaires d'un parti politique et aux changements internes à la lumière de ces objectifs (1)

Mais qu'est-ce qu'un «objectif primaire»? C'est celui qui, à la fin, compte le plus parmi l'ensemble des buts que peuvent se fixer des partis: promouvoir l'idéologie centrale du parti, capter un maximum de voix, développer la démocratie interne dans l'organisation, mettre en œuvre un point essentiel du programme...

Isoler les objectifs primaires d'un parti n'est pourtant pas toujours aisé tant il est vrai que les partis politiques sont des acteurs traversés de nombreux rapports de force et qu'ils déclinent le plus souvent de très nombreux objectifs. Tant il est vrai aussi qu'à l'heure de la communication politique protéiforme, distinguer le feu de la fumée peut se révéler malaisé.

En matière de feu, la N-VA fait flèche de tout bois depuis un mois. En vérité, plus correctement, nombre de personnalités de la N-VA: de Theo Francken à Siegfried Bracke, de Jan Peumans à, bien sûr, Bart De Wever. En quelques jours, tout semble avoir été dit et son contraire.

Pourtant, à y regarder très attentivement – notamment les propos de Peumans, Bracke et De Wever ce week-end –, un élément peut être épinglé: l'objectif primaire de la N-VA est au cœur du dispositif communicationnel et politique. Et cet objectif, c'est le big bang institutionnel. Ce que la N-VA nomme,



Que cache en réalité le discours de Bart De Wever? © JEF BOES

sans pouvoir le définir, le confédéralisme; la (quasi-) indépendance de la Flandre. Tout est agencé à ce but.

Somme toute, c'est logique. La courte histoire de la N-VA l'illustre à chaque étape: le refus des accords de la Saint-Polycarpe qui conduisent à l'éclatement de la Volksumie (2001), le refus de constituer un gouvernement libéral-démocrate chrétien-N-VA en 2007 alors que la logique électorale le supposait, le refus de nouer un compromis après le scrutin de 2010 alors que, comme premier parti, la N-VA eut dû prendre ses responsabilités, jusqu'au discours non contrôlé de Bart De Wever le 8 octobre 2012 après la conquête de la mairie d'Anvers.

Manoeuvre chaotique

Seulement voilà, ce n'est pas si simple. Pas si simple d'abord pour le propre électorat de la N-VA, dont une partie refuse cette fuite en avant. Pas si simple ensuite car, à l'exception du Vlaams Belang, aucune formation n'est prête à suivre la N-VA dans cette voie jusqu'au boutiste. Pas si simple, par ailleurs, car tenir le haut du pavé avec une structure fragile et nouvelle est un

Il apparaît clairement que l'«objectif primaire» de la N-VA est le big bang institutionnel.

C'est une posture honorable et légitime dans un régime démocratique.

Mais tant qu'à faire, autant l'assumer sans crainte.

exercice difficile. «La N-VA refuserait-elle une deuxième fois de prendre ses responsabilités?» l'interroge-t-on. Pas si simple enfin, car le gouvernement fédéral marque des points.

Il fallait donc réagir. La N-VA s'y est employée de façon chaotique mais a fini par inventer une nouvelle petite histoire. Celle-ci s'articule à deux idées:

1. Au lendemain des élections, il faut une majorité de droite, sans les socialistes.

2. De ce gouvernement fédéral, procédera une révision du cadre institutionnel belge.

Alice au pays des merveilles Nul besoin d'être fin analyste pour mettre en évidence l'extrême difficulté sinon l'impossibilité de l'agencement.

Alors, la N-VA invente la fable du soutien des socialistes dans l'opposition à une nouvelle réforme de l'Etat. Et pour raconter cette fable, l'historien Bart De Wever n'hésite pas à prendre quelques libertés avec l'histoire politique belge. «Il n'y a jamais eu de réforme de l'Etat sans que l'opposition n'ait été mise à contribution» affirme-t-il. Quel parti ou acteur de l'opposition a-t-il, par exemple, apporté son soutien à la deuxième (1980) et à la troisième (1988-1989) réformes de l'Etat? Quel parti ou acteur de l'opposition a-t-il soutenu le pacte d'Egmont (1977)?

Quant à l'approche politologique qui voudrait que De Wever ou Bracke connaissent mieux le parti socialiste qu'Elio Di Rupo ou Paul Magnette, elle a le mérite de nous avoir fait sourire.

Au final, bien qu'il y ait eu matière à hésitation en 2010 – ce fut mon cas –, il apparaît clairement que l'«objectif primaire» de la N-VA est le big bang institutionnel.

C'est une posture honorable et légitime dans un régime démocratique. Mais tant qu'à faire, autant l'assumer sans crainte.

Certes, il ne faut exclure aucun scénario pour mai 2014 mais Alice au pays des merveilles, c'est un conte.

(1) Robert Harmel, Kenneth Janda, «An integrated theory of party goals and party change», *Journal of Theoretical Politics*, 1994, 6 (3), pp. 259-287.

Wifi ou «oui m'fi», en route vers les smart cities



D. MICHEL JUDKIEWICZ

Secrétaire général Eirma (European Industrial Research Management Association), Partner Symphonix srl

De retour de Corée où, dans le métro, même les grand-mères sont accaparées par leur smartphone! À l'aéroport de Séoul, dans la plupart des bars, restaurants, et autres endroits publics, le wifi est accessible gratuitement et immédiatement. Certes, si le wifi n'est pas un critère de civilisation, c'est aujourd'hui un des portails d'accès à la connaissance et à l'information et aussi, il est vrai, à la désinformation: à nous de faire preuve de discernement.

Dans notre bon pays, l'accès au wifi (gares, trains, aéroports,...) est un privilège qu'il faut payer cher, tandis qu'on viendra ensuite nous bassiner du risque de fracture numérique, les «pauvres» n'ayant pas accès à l'information et à la connaissance. Il n'y a pas que cela qui nous tient éloignés du concept de «smart cities» ou villes intelligentes mais ce serait simple à résoudre si le «walk as you talk» faisait davantage partie de nos mœurs.

Les «smart cities»

On en parle, on s'y intéresse depuis l'Institut de Santa Fe, au Nouveau Mexique jusqu'à la Commission européenne et pourtant, de quoi s'agit-il? Selon les meilleures projections, si près de la moitié de l'humanité vit aujourd'hui dans des villes, on envisage plus de 60% de citadins en 2030 et 75% en 2050. À cette échelle, le concept de ville et les services et biens qui la concernent doivent être sérieusement repensés. Les villes ont en effet souvent été conçues comme des structures en étoile: au centre, la grand-place avec l'hôtel de ville ou ce qui en tient lieu et les lieux de culte, entourés par des fournisseurs de biens et de services (cafés, restaurants, magasins), de l'habitat et, aujourd'hui des bureaux. Une infrastructure de transport, de fourniture d'eau, d'énergie, de télécommunications, de collecte des déchets et une gestion générale complètent le tout.

Cependant, avec 75% de l'humanité qui deviendra citadine et l'avènement de mégapoles de dizaines de millions d'habitants, la donne change radicalement.

Le professeur Luis Bettencourt (Santa Fe Institute) envisage la ville comme la meilleure manière de créer de vastes réseaux sociaux, dans l'espace et dans le temps, favorisant ainsi, par les échanges, l'inventivité et la productivité, de

manière durable, si la gestion en est adéquate. Une ville, dit-il, attire des gens et accélère les interactions sociales (légales, familiales, spatiales, d'information...). La manière dont ces différents réseaux s'harmonisent et les tensions ou compromis qui en résultent déterminent largement la prospérité et la productivité de la cité. Dès lors, afin de garder ce «réacteur social» au point d'équilibre optimal, en dépit de perturbations de tout ordre, les gouvernants doivent mettre en place des procédures qui créent les interactions sociales à coût réduit.

Des enjeux divers

Il y a de quoi faire, bien au-delà de la construction de pistes cyclables et autres vœux pieux et mesurées locales. La ville est un système complexe, l'analyse doit être globale et les actions ciblées sur des problématiques précises, le tout dans un cadre intégré. Les enjeux sont divers: démographique, climatique, géographique, culturel, administratif... Une analyse conduit évidemment à de nombreuses constatations éparses qu'il est commode de regrouper en quelque 12 méga-tendances, sans que la solution à un aspect n'ait un effet néfaste sur un autre. Tout est lié!

- 1) L'administration, la gestion de la cité et les moyens, dont des partenariats public-privé;
- 2) Le planning urbanistique et les espaces mixtes (vie, travail, loisirs);
- 3) L'accroissement de l'efficacité énergétique des bâtiments et infrastructures;
- 4) L'accès à l'information et à tous les services utilisant les technologies de communication;
- 5) L'accès à la santé et à la médecine préventive;
- 6) L'accès à une combinaison de travail sur site et de télétravail;
- 7) Une protection contre la criminalité tant physique qu'informatique et le respect de la vie privée;
- 8) Une approche intégrée de la gestion des déchets (biomasse, recyclage, récupération) et de l'accès à l'agriculture urbaine;
- 9) L'accès à l'eau (recyclage, épuration, désalinisation de l'eau de mer...);
- 10) Une refonte de la conception de la mobilité harmonisant individualisme et services communs avec des débits, maillages géographiques, fréquences et sécurité dissuadant l'emploi de véhicules privés au centre-ville;
- 11) Une approche globale de la production, du transport et de la gestion de l'énergie (bâtiments et compteurs intelligents, consommateurs/producteurs, éclairage économique);
- 12) Une gestion sociale éclairée: familles, enseignement, éducation, loisirs, intégration des populations immigrées, logement, emploi...

D'une manière générale, on peut envisager les quelques concepts novateurs suivants pour les villes du futur: l'automatisation et la gestion intelligente des infrastructures, la récupération thermique des flux divers (eaux usées, climatisation,...), le concept «waste to power» ou récupération d'énergie dans les déchets, la réduction du CO₂ par l'utilisation industrielle de la photosynthèse pour produire du méthanol et de l'hydrogène, l'intégration de cellules solaires et éoliennes au sein des villes, l'utilisation de matériaux intelligents et adaptables en fonction de la lumière et la chaleur ambiantes, etc.

Cela supposera de l'inventivité, de la souplesse, la mise en veilleuse des querelles de clochers pour des raisons d'ego politique ou autres et une vision globale et intégrée du futur des grandes villes.

Le défi n'attend que d'être relevé!

BILLET MARTINE MAELSCHALCK

Editorialiste en chef

Vol au-dessus d'un nid de cygnes

Il y a cinq ans, le 15 septembre, les portes de l'enfer de la crise financière venaient de s'ouvrir. L'édifice vacillait sur ses bases depuis des mois déjà, mais l'abandon en rase campagne de la banque Lehman Brothers a été le domino décisif qui a entraîné tous les autres. Cet épisode incroyablement violent était ce que l'on appelle un «black swan», un «cygne noir», selon la théorie du philosophe Nassim Taleb. C'est-à-dire un événement hautement imprévisible qui a des conséquences catastrophiques.

Sans aucun doute, la faillite d'une banque de la taille de Lehman Brothers n'avait pas été anticipée, ni par ses collègues banquiers, ni par les marchés finan-

ciers. D'où la panique qui a suivi, un peu comme quand une poule se retrouve au bord de la route et que, dans son affolement, elle prend toujours la pire des décisions.

Depuis lors, c'est comme si le monde financier volait au-dessus d'un nid de cygnes noirs. On imaginait les banques trop solides et trop bien dotées en fonds propres pour faire défaut. Or la défaillance de Lehman a entraîné la chute de nombreuses banques, y compris en Belgique.

Chez nous, précisément, qui aurait pu imaginer que Fortis, puis Dexia, en seraient réduites à aller mendier des liquidités à la Banque nationale? Et qui aurait pu penser que la seule solution pour sauver

les épargnants serait de quasi-nationaliser ces banques et/ou de les jeter dans les bras d'un groupe étranger. Quoique, cela, je vous l'accorde, c'était déjà plus prévisible...

Et comme la crise ne s'arrêterait pas là, ce sont ensuite les Etats et leurs dettes publiques qui se sont retrouvés sous pression.

Là encore, qui aurait pu imaginer de voir des Etats se retrouver au bord de la faillite, au cœur même de la puissante zone euro? Tout cela parce que la Grèce, l'une des plus petites économies de la zone, avait triché sur ses comptes et se retrouvait lourdement dans le rouge?

Ce «petit détail» que l'on avait un peu négligé au moment de la

construction de la monnaie unique allait lui aussi se révéler un fameux «cygne noir»...

Vous me demanderez peut-être, alors, comment détecter ces oiseaux de mauvais augure avant qu'ils ne provoquent une nouvelle catastrophe? Et de quel côté les chercher?

Mais le problème des «cygnes noirs», c'est justement leur définition, rappelez-vous: ils ont des conséquences dramatiques mais surtout, ils sont hautement imprévisibles...



Retrouvez Martine Maelschalck tous les lundis à 7h35 dans Eco matin sur La Première.